

Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

Rennes, le 23 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JEANTIL

RUE DE LA TERTRAIS

ZAC DE LA HAUTIERE

35590 L'Hermitage

Références : UD35/2026-42
Code AIOT : 0005501426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/12/2025 dans l'établissement JEANTIL implanté Rue de La Tertrais - ZAC de La Hautière - 35590 L'Hermitage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JEANTIL
- RUE DE LA TERTRAIS ZAC DE LA HAUTIERE 35590 L'Hermitage
- Code AIOT : 0005501426
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JEANTIL est spécialisée dans la fabrication de matériel agricole pour l'élevage, l'épandage et le transport.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Installation de traitements de surfaces_Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 2 avril 2025, l'exploitant a fourni les documents attestant du comportement au feu des murs extérieurs de l'extension de ses bâtiments abritant l'installation de traitement de surfaces. Il a également fait réaliser des travaux permettant à la structure de présenter une résistance au feu R30. L'exploitant ayant mis son installation en conformité, l'arrêté préfectoral de mise en demeure peut être levé.

L'exploitant a par ailleurs modifié son ERP pour pouvoir éditer rapidement un état des stocks et il a fait réaliser les contrôles annuels des émissions atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Autre, Gestion des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p>
Constats : <p>Dans l'attente de la mise en service de son nouvel ERP au cours du second semestre 2026, l'exploitant a modifié son outil actuel afin de pouvoir générer un état des stocks des produits présents sur site. Le jour de la visite, l'exploitant a pu extraire rapidement cet état des stocks avec les quantités présents. Ce document gagnerait toutefois à être complété par les mentions de danger et les principaux risques associés à chaque produit.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Afin de pleinement répondre aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant doit compléter son état des stocks en y intégrant les mentions de dangers et les principaux risques associés aux produits présents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2025
Prescription contrôlée : <p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• la structure est de résistance au feu R 30 ;• les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• murs et parois séparatifs REI 120 ;• planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;• portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. <p>En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque aux deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie définis à l'article 14 ci-après.• la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis une attestation d'auto-contrôle, en date du 12 juin 2025, établie par l'entreprise chargée des travaux de flocage visant à assurer la résistance R30 de la structure du bâtiment. Ce document atteste que ces travaux ont été réalisés dans les règles de l'art. Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que les travaux avaient été réalisés.</p> <p>L'exploitant avait transmis en mars 2025 les documents attestant que les caractéristiques du bardage extérieur du bâtiment répondait aux exigences de la réglementation.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Installation de traitements de surfaces_Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/10/2024
Prescription contrôlée : <p><u>Article 44 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 :</u></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p><u>Article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :</u></p> <p>[...]</p> <p>III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'inspecteur a constaté que l'exploitant avait fait réaliser en mai 2025 un contrôle des émissions atmosphériques de la ligne de traitement de surfaces. Les paramètres contrôlés étaient l'acidité et l'alcalinité. Ceux-ci étaient conformes aux limites réglementaires.</p> <p>L'inspecteur n'a pas de nouvelle observation sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite